



Enfants en proie à la malnutrition
Une sécheresse parmi les plus importantes du siècle

Mozambique: mourir à Inhambane

De notre correspondant particulier PAUL FAUVET

N'eussent été les actes de terreur et de destruction perpétrés par le M.N.R., les conséquences de la sécheresse au Mozambique auraient été moins tragiques.

A Pambara, c'est l'heure du repas. Peu d'assiettes pour la longue file qui se forme, et chacun tient qui un plateau, qui une boîte, qui un récipient de fortune où il recevra sa ration de flocons de maïs. Image de misère que cette longue file de personnes en haillons, de ventres ballonnés et de membres décharnés, signes cruels de la faim. Les plus touchés sont trop faibles pour se tenir debout et attendre. Des bébés de quelques mois sont pendus aux seins vides de leurs mères; pour certains, c'est déjà trop tard: ils mourront à Pambara.

Pambara est un centre de secours aux populations frappées par la famine qui sévit dans le sud du Mozambique. Situé sur la côte de la province d'Inhambane, près du petit port de Vilanculos, ce centre a la charge d'environ 4 000 personnes. D'autres structures du même type ont été créées à Inhambane et dans la province voisine de Gaza. La sécheresse qui touche certaines régions du Mozambique est l'une des plus importantes que l'on ait connues depuis un siècle. Pas une goutte de pluie depuis trois ans. Les rivières sont complètement asséchées, hommes et bétail se disputent les quelques miserables points d'eau.

Mais cette catastrophe n'est pas uniquement à mettre sur le compte d'un « désastre naturel ». La situation n'aurait en effet pas été aussi dramatique,

n'eussent été les actes criminels perpétrés par le prétendu mouvement de « Résistance nationale mozambicaine » (M.N.R.), soutenu et financé par l'Afrique du Sud. Et on remarque que c'est dans les régions les plus touchées par le M.N.R. que les conditions de famine sont les plus tragiques.

En effet, depuis environ deux années pour la région d'Inhambane et un peu moins pour l'est de Gaza, cette organisation de bandits a semé terreur et destruction dans toutes les communautés rurales, enlevant aux paysans la possibilité de cultiver et de se nourrir. Les réserves ont été pillées et le bétail tué — quatre cents magasins ruraux ont été détruits à Inhambane en moins de deux ans — et les circuits traditionnels de distribution disloqués. Mines et embuscades ont complètement perturbé le réseau des transports, et nombre de véhicules ont cessé d'aller dans les zones menacées par les bandits. Le ministère du Commerce national a perdu une trentaine de camions, et les véhicules des organismes agricoles d'Etat ou privés n'ont pas non plus été épargnés. Il était donc devenu pratiquement impossible de porter secours par l'envoi de ravitaillement à ces populations.

Quiconque visite Inhambane peut se rendre compte de l'ampleur des dégâts causés par les actes de terreur du M.N.R. Carcasses de camions brûlés voisinent avec des monticules de pierres,

uniques vestiges des magasins détruits, et les murs des écoles portent encore la marque des dernières attaques aveugles des bandits. Les paysans de la région ont donc été coupés du reste du Mozambique pendant toute une période, jusqu'en juin, lorsque les offensives réussies des forces mozambicaines ont abouti au démantèlement de plusieurs bases, dont le quartier général, à Tomé (1). En même temps que les populations étaient libérées des mains du M.N.R., on créait des centres de secours d'urgence vers lesquels ont convergé des milliers de personnes affamées — dont beaucoup n'ont pu finir le voyage.

75 000 morts? 100 000 morts? Les autorités mozambicaines estiment qu'il est difficile, à l'heure actuelle, de faire un bilan exact. Ce qui est certain, c'est que sans l'intervention rapide d'une aide internationale, des dizaines de milliers de personnes seront encore en danger de mort. Manuel Aranda da Silva, ministre mozambicain du Commerce intérieur, estime que le pays a encore besoin de 250 000 tonnes de nourriture avant avril 1984. A Pambara et dans d'autres centres de secours près de la côte, le ravitaillement est acheminé par bateau, un bateau seychellois, le « Cinq-Juin », utilisé pour la circonstance par le Programme mondial d'alimentation (World Food Program). Mais cela ne suffit pas pour agir à l'intérieur du pays. A cet effet, vingt et un camions suédois Scania sont intervenus dès la mi-décembre, protégés d'éventuelles attaques par des convois militaires.

La responsabilité européenne

Par ailleurs, les paysans n'ayant pu semer, il n'y a pas eu de récolte et donc pas de nouvelles semences pour la prochaine campagne d'avril. L'Etat a donc lancé aussi un appel pour une aide évaluée à un millier de tonnes de semences (céréales et haricots) afin que, si la pluie tombe enfin à Gaza et Inhambane, les paysans puissent relancer les cultures dans ces deux provinces. Enfin, un appel à la Communauté européenne et à la France — qui a déjà triplé son aide — a été lancé par le député du Parti socialiste français Jean-Marie Bockel, qui a fourni un témoignage dramatique de son récent voyage dans les provinces de Gaza et d'Inhambane. Les pays européens, a-t-il dit en substance, doivent prendre leurs responsabilités, particulièrement à l'égard d'un Etat comme celui du Mozambique qui se distingue par l'absence de corruption et fournit des efforts considérables pour le développement du pays, en même temps qu'il doit faire face aux actions de déstabilisation de Pretoria. P.F.

(1) Cf. « Afrique-Asie » n° 309.